



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté*

*Égalité*

*Fraternité*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

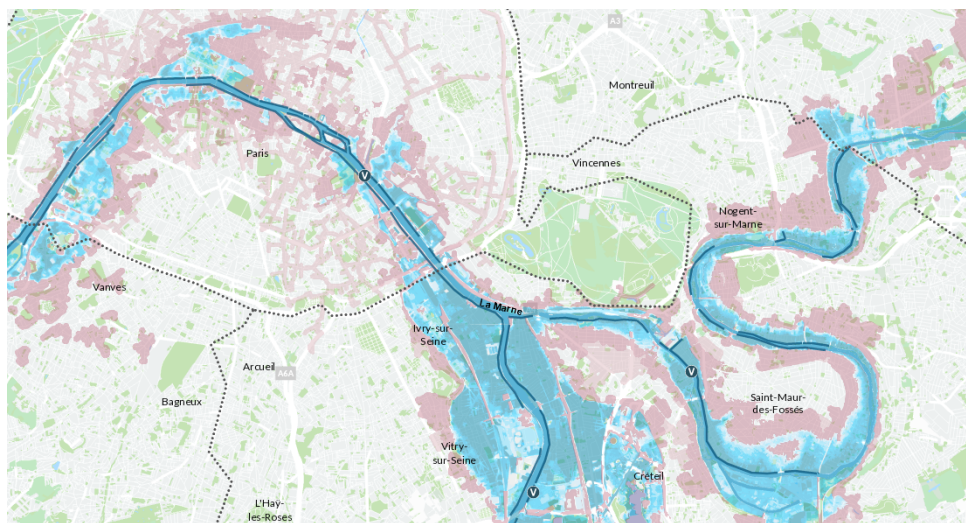
075-200075224-20241007-2024-27-D-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/10/2024

Publication : 07/10/2024

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**



## Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire
V1.0	26/06/17	Signature des 31 membres initiaux
V1.1	14/05/18	Intégration de la CPCU
V1.2	18/04/19	Intégration du Conseil Départemental de l'Essonne
V1.3	09/05/19	Intégration de Climespace [Fraîcheur de Paris]
V1.4	29/11/19	Intégration de l'IAU [Institut Paris Région] et de SPIE [Aqualia]
V1.5	10/02/22	Intégration du SyAGE
V1.6	09/03/22	Intégration de la Métropole du Grand Paris
V2.0	10/08/22	Mise en place d'un cadre sécurisé de diffusion des Données à des tiers

## Affaire suivie par

<b>Julien TANGUY – Service Prévention des Risques</b>
Tél. : 01 71 28 46 62
Courriel : <a href="mailto:julien.tanguy@developpement-durable.gouv.fr">julien.tanguy@developpement-durable.gouv.fr</a>

## Rédacteur

Julien TANGUY – Service Prévention des Risques – DRIEAT

## Relacteur(s)

Laurence BALMES – SPR – DRIEAT

Kléber FAGES – Secrétariat Général de la Zone de Défense – Préfecture de Police

## Référence documentaire

Déclaration d'intention :

[https://www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/declaration\\_d\\_intention\\_signee-2.pdf](https://www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/declaration_d_intention_signee-2.pdf)

Espace d'échange sécurisé OSMOSE (accès à solliciter auprès de la DRIEAT) :

[https://osmose.numerique.gouv.fr/jcms/p\\_3408580/mte-drieat-ile-de-france-vulnerabilite-des-reseaux-face-aux-inondations](https://osmose.numerique.gouv.fr/jcms/p_3408580/mte-drieat-ile-de-france-vulnerabilite-des-reseaux-face-aux-inondations)



## Sommaire

ARTICLE 1 : Objet de la Convention .....	5
ARTICLE 2 : Définition des Données.....	5
ARTICLE 3 : Propriété des Données .....	6
ARTICLE 4 : Droit d'utilisation et reproduction des Données .....	6
ARTICLE 5 : Conditions financières .....	7
ARTICLE 6 : Confidentialité .....	7
ARTICLE 7 : Communication des Données à un prestataire et/ou un sous-traitant.....	8
ARTICLE 8 : Communication des Données à des tiers non signataires.....	9
8.1. Niveaux de diffusion des Données à des tiers .....	9
8.2. Modalités de contact auprès des Parties .....	9
8.3. Cadrage préalable avant diffusion.....	9
8.4. Tiers destinataires des Données .....	9
8.5. Parties en charge de la diffusion aux tiers .....	10
ARTICLE 9 : Responsabilité des Parties .....	10
ARTICLE 10 : Domiciliation des Parties et désignation des interlocuteurs.....	11
ARTICLE 11 : Intégration de nouvelles Parties .....	11
ARTICLE 12 : Durée – Résiliation .....	11
ARTICLE 13 : Modalités de cession .....	11
ARTICLE 14 : Loi applicable et clause attributive de compétence .....	12
Annexe I – Domiciliation des Parties et désignation des interlocuteurs.....	14
Annexe II – Déclaration d'intention du 20 avril 2016.....	16
Annexe III – Spécifique à l'État et aux opérateurs de communications électroniques – Modalités de transmissions et de traitement des Données des opérateurs de réseaux de communications électroniques au seul service de l'État.....	17
Annexe IV – Modèle de formulaire de contact entre une Partie Émettrice de Données et un tiers non signataire.....	19
Annexe V – Acte d'engagement relatif à l'usage des données géomatiques d'aléas inondation et vulnérabilité des réseaux mises à disposition par l'État à des tiers non signataires.....	20
Annexe VI – Statut des tiers non signataires pouvant bénéficier d'un accès aux Données ..	22
Annexe VII – Parties en charge de la diffusion à des Tiers .....	23

Entre

Le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris représenté par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France

ci-après désigné la « DRIEAT »

Le Préfet de Police, Préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris représenté par le Secrétariat Général de la Zone de Défense et de Sécurité de Paris

ci-après désigné le « SGZDS »

L'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France

ci-après dénommés conjointement par « L'État »

et

Les concepteurs et opérateurs de réseaux signataires de la déclaration d'intention du 20 avril 2016 et de la présente Convention

ci-après désignés les « opérateurs réseaux »

et

Les collectivités, groupements de collectivités et établissements publics signataires de la déclaration d'intention du 20 avril 2016 et de la présente Convention

ci-après dénommés les « collectivités et établissements publics »

ci-après dénommés conjointement par « Les Parties » et individuellement « La Partie ».

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

Dans le cadre de la déclaration d'intention conclue le 20 avril 2016 entre les concepteurs et opérateurs de réseaux, les collectivités et établissements publics, et l'État, relative à la Stratégie Locale de Gestion du risque inondation,

- les concepteurs et opérateurs de réseaux se sont engagés à partager les Données telles que définies ci-après dans la limite des obligations de confidentialité, en s'assurant de la sécurité et de la protection desdites Données, d'abord avec les services de l'État, les autres opérateurs, les collectivités et les groupements de collectivités, puis éventuellement de manière plus large ;
- l'État s'est engagé à mettre en place un espace numérique sécurisé de partage des données et à établir les conventions nécessaires à l'échange des Données entre acteurs concernés, puis à la mise à disposition de la cartographie obtenue ;

- les animateurs de stratégies de prévention des inondations s'engagent à sensibiliser et accompagner les collectivités, les entreprises et les aménageurs dans l'utilisation des Données disponibles, en vue de réduire la vulnérabilité des territoires ;
- les collectivités et les établissements publics se sont engagés à prendre en compte les vulnérabilités des réseaux pour réduire leur vulnérabilité propre et améliorer la résilience de leurs équipements.

Le cas échéant, les collectivités et établissements publics également gestionnaires de réseaux, peuvent de la même manière produire et partager les Données telles que définies dans la présente Convention. Celles-ci seront alors soumises aux mêmes conditions et obligations.

Conscientes de la sensibilité et du niveau de confidentialité des Données en cause, les Parties souhaitent assurer la sécurité et la protection de ces dernières.

### **ARTICLE 1 : Objet de la Convention**

La présente Convention a pour objet d'organiser et de définir les conditions et modalités de mise à disposition et d'utilisation des Données des concepteurs et opérateurs de réseaux au profit de l'État, des opérateurs de réseaux et des collectivités et établissements publics, dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration d'intention du 20 avril 2016 et dans le strict respect de leur confidentialité.

Il est expressément convenu que la présente Convention ne comporte aucun caractère d'exclusivité.

### **ARTICLE 2 : Définition des Données**

Les Données mises à la disposition des Parties sont celles citées dans la déclaration d'intention du 20 avril 2016.

L'État mettra à disposition les Données suivantes :

- Données disponibles liées à l'aléa inondation par débordement sur les tronçons du réseau de cours d'eau surveillé à l'échelle de l'Île-de-France.

Les opérateurs de réseaux mettront chacun à disposition des Parties les Données suivantes :

- Cartographies de leurs zones de fragilité et d'impact à l'échelle de l'Île-de-France selon une méthodologie définie de manière concertée et selon les scénarios et échéances visées par la déclaration d'intention du 20 avril 2016.

Les Données de type systèmes d'information géographique devront être fournies au format shapefile, et utiliser le système de coordonnées géographiques Lambert 93.

Les Données seront fournies avec une fiche métadonnées décrivant notamment leur généalogie, leur date, leur fréquence de mise à jour envisagée, leur qualité, leur échelle de saisie/précision des Données, le contact technique, la définition des attributs et les précautions d'usage.

Pendant la durée de la Convention, dès lors que les Parties procéderont à la mise à jour, toutes les Parties en seront informées.

L'ensemble des données est ci-après désigné les « Données des Parties ».

Les Parties mettant à disposition des Données sont dénommées ci-après les Parties Émettrices.

Au regard des impacts concurrentiels d'une telle transmission, chaque opérateur de réseaux de communications électroniques fournira au seul service de l'État, tel que désigné en annexe I de la présente Convention, les Données le concernant selon les modalités qui seront définies en accord entre les opérateurs concernés et l'État dans l'annexe III de la présente Convention, spécifique aux opérateurs de communications électroniques. L'État se chargera de consolider l'ensemble des Données ainsi transmises par les opérateurs de communications électroniques, y compris la fiche métadonnées citée au présent article, et les restituera de manière anonymisée à l'ensemble des Parties.

### **ARTICLE 3 : Propriété des Données**

Chacune des Parties est et demeure entièrement propriétaire des Données qu'elle met à disposition des autres Parties, quelle qu'en soit la modalité, dans le cadre des présentes. S'agissant des délégataires de service public, les Parties actent de ce que les Données appartiennent à l'autorité délégante. En conséquence, elles ne pourront être mises à disposition par l'opérateur de réseau concerné que dans la mesure où il aura été autorisé par son autorité délégante.

Les Données des Parties ne font pas l'objet d'une cession mais d'une mise à disposition et d'un droit d'utilisation, non cessible, consenti à titre non exclusif, dans le cadre strict de la mise en œuvre de la déclaration d'intention du 20 avril 2016, et selon les modalités définies aux présentes.

Il appartient à chaque fournisseur de Données d'autoriser au cas par cas la transmission de ses Données par l'une des Parties à un bureau d'étude pour une analyse de fragilités.

### **ARTICLE 4 : Droit d'utilisation et reproduction des Données**

Les Parties s'engagent à ne pas utiliser totalement ou partiellement les Données des Parties qui leur sont transmises dans le cadre de la présente Convention à d'autres fins que celles strictement nécessaires à l'étude de la fragilité de leur réseau ou de leur territoire de compétence aux risques d'inondation, dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration d'intention du 20 avril 2016. Notamment ne pas utiliser les Données des Parties à des fins commerciales ou publicitaires, ou d'en tirer un profit pécuniaire direct ou indirect.

Il est convenu entre les Parties qu'aucune utilisation de ces Données autre que celle définie pour la mise en œuvre de la déclaration d'intention du 20 avril 2016, ne sera autorisée, et notamment il ne pourra en être faite aucune utilisation ni exploitation, sur quelque support que ce soit, à des fins commerciales, marketing ou publicitaires, ou pour en obtenir un avantage, de quelque nature que ce soit.

Toute divulgation, communication, mise à disposition des Données des Parties à des tiers, sous toute forme et pour quelque motif que ce soit, est strictement interdite, à défaut d'autorisation expresse et préalable de la Partie Émettrice, le cas échéant dans le cadre de l'article 8 « Communication des Données à des tiers non signataires ».

De même, les Parties s'interdisent de modifier, de quelque manière que ce soit, les Données des Parties.

Il devra être fait systématiquement mention sur les publications reproduisant les Données de Parties de la date, de la source (hors opérateurs de communications électroniques) ou de la propriété de la Donnée. Les publications porteront la mention « confidentiel » au sens des conditions de diffusion et d'utilisation définies par la présente convention, sauf si les Données de différentes Parties sont agrégées et anonymisées.

Les droits de reproduction et de représentation suivants sont consentis par les Parties aux autres Parties, à titre non exclusif, pour la durée de la présente Convention, et pour les seuls besoins de la mise en œuvre de la déclaration d'intention du 20 avril 2016 :

- le droit d'en faire des copies, sur tout support, matériel et immatériel, pour les seules équipes concernées et pour les seules finalités définies

En cas de création par une Partie d'une étude ou tout autre document réalisé sur la base des Données mises à disposition, la Partie disposera des droits de propriété intellectuelle sur l'étude ou le document ainsi créé, et sera tenue de citer la source et la date des Données sur lesquelles se base l'étude ou le document ainsi réalisé.

## **ARTICLE 5 : Conditions financières**

La présente Convention est exécutée à titre gratuit et ne donne pas lieu à contrepartie financière, pour quelque motif que ce soit.

## **ARTICLE 6 : Confidentialité**

Pendant la durée de la présente Convention et sans délai après l'expiration de cette dernière, l'ensemble des Données, telles que définies à l'article 2, portant ou non la mention « confidentiel », doit être considéré comme confidentiel, à l'exception des Données dont la partie Bénéficiaire peut apporter la preuve écrite :

- qu'elles étaient déjà dans le domaine public lors de leur communication ;
- qu'elles étaient déjà connues par la Partie Bénéficiaire avant qu'elles ne lui soient transmises ;
- qu'elles étaient déjà communiquées par un tiers qui était en droit de les divulguer.

Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la nature strictement confidentielle des Données et notamment à :

- ne publier ou divulguer aucune Donnée, sauf nécessité légale, réglementaire, administrative ou judiciaire impérative ; et ce, à la condition d'en avoir averti immédiatement et par écrit la Partie Émettrice et à l'assister si telle est sa demande, afin d'obtenir une injonction protectrice ou tout autre recours approprié pour que la confidentialité vis-à-vis des tiers soit assurée ;
- ne communiquer des Données qu'aux seules personnes physiques (i.e. strictement le personnel de la Partie concernée) et personnes physiques et morales tierces, tels que les sous-traitants d'une des parties, après autorisation expresse de la Partie Émettrice qui auraient directement besoin de les connaître pour la réalisation des missions visées dans le cadre de la présente Convention et qui sont liées par des obligations de confidentialité, dans les conditions visées à l'article 7. Chaque Partie demeure responsable, vis-à-vis des autres Parties, de l'utilisation qui est faite par les personnes susvisées ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter l'accès et l'utilisation détournée ou frauduleuse par des tiers notamment des Données ;
- ne pas utiliser les Données à d'autres fins que celles spécifiées dans la présente Convention ;
- prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des Données au même titre que les siennes ;



- avertir immédiatement par écrit la Partie Émettrice de tout élément pouvant laisser présumer une violation des obligations découlant du présent article.

Au choix de la Partie Émettrice ou à sa sortie de la convention, les Données ainsi que leurs copies/reproductions éventuelles, quel qu'en soit le support, lui seront restituées ou certifiées détruites par la Partie Bénéficiaire. Cette restitution ou destruction devra être effectuée dans les meilleurs délais sur requête effectuée par simple demande écrite de la Partie Émettrice envoyée à la Partie Bénéficiaire, sans qu'aucune justification ne soit nécessaire ou, en tout état de cause, dans les trente (30) jours calendaires suivants la cessation de la présente Convention pour quelque cause que ce soit. À la demande écrite de la Partie Émettrice, sera jointe une lettre aux termes de laquelle la Partie Bénéficiaire attestera avoir restitué ou détruit l'ensemble des Données en sa possession. La restitution ou la destruction de l'ensemble des Données ne libère aucunement la Partie Bénéficiaire des obligations de confidentialité inscrites dans la présente Convention.

#### **ARTICLE 7 : Communication des Données à un prestataire et/ou un sous-traitant**

Par exception aux dispositions des articles ci-dessus, les Parties pourront remettre tout ou partie des Données à un prestataire auquel elles ont recourt dans le cadre de la réalisation et/ou de l'exécution pour leur compte d'une prestation technique pour les stricts besoins de la mise en œuvre de la déclaration d'intention du 20 avril 2016.

À cet égard, les Parties sont tenues de faire respecter l'obligation de confidentialité et devront prendre toutes les précautions nécessaires afin de conserver la confidentialité des Données. Les Parties seront tenues pour responsables en cas de violation de l'obligation de confidentialité commise par un de leurs prestataires ou sous-traitants.

#### **ARTICLE 8 : Communication des Données à des tiers non signataires**

Par exception aux dispositions des articles ci-dessus, les Parties pourront autoriser la diffusion de tout ou partie de leurs Données à des tiers, diffusion classée selon différents niveaux.

##### ***8.1. Niveaux de diffusion des Données à des tiers***

Chaque Partie précise le ou les niveaux de diffusion de ses Données auxquels elle souscrit ; par défaut, le niveau 0 est considéré :

- le niveau 0 correspond aux dispositions des articles 4 et 6 : diffusion sur l'espace numérique sécurisé auprès des seules Parties ;
- au niveau 1, la Partie accepte que ses Données soient diffusées de manière agrégée et anonymisée avec celles de plusieurs Parties. Ces nouvelles Données agrégées et anonymisées, dénommées Zones Impactées Non Inondées, sont mises en ligne sur un espace sans accès restreint. Ces Zones Impactées Non Inondées sont diffusées au format SIG à des tiers après demande motivée auprès des parties visées à l'article 8.5 ;
- au niveau 2, la Partie accepte que ses Données soient diffusées à des tiers au format SIG après demande motivée auprès des parties visées à l'article 8.5 ;
- au niveau 3, la Partie accepte que ses Données soient mises à disposition sur un espace numérique à accès restreint (visualisation et diffusion au format SIG). L'accès à cet espace numérique est délivré à des tiers, après demande motivée auprès des parties visées à l'article 8.5 ;

- au niveau 4, la Partie accepte que ses Données sont mises en ligne sur un espace sans accès restreint.

Les Parties font part à l'État du niveau de diffusion souhaité de leurs Données lors de la signature de la présente convention. Le niveau de diffusion peut à tout moment être modifié à l'initiative de la Partie par signature d'un avenant simple à la convention.

### ***8.2. Modalités de contact auprès des Parties***

Quels que soient les niveaux de diffusion choisis, les Parties précisent, lors de la signature, selon le modèle du formulaire en annexe IV de la présente convention, les modalités de contact que l'État pourra fournir à des tiers non visés à l'annexe VI, notamment pour les aménageurs ; ce formulaire est mis à jour en tant que de besoin à l'initiative des Parties.

### ***8.3. Cadrage préalable avant diffusion***

Pour les Parties s'engageant à la diffusion de leurs Données pour les niveaux 1 à 4, les messages d'accompagnement génériques et les procédures d'accès aux Données sont définis préalablement avec l'État.

### ***8.4. Tiers destinataires des Données***

Les tiers destinataires des Données au format SIG (niveaux 1 à 3) s'engagent à leur tour à l'usage strictement interne des Données au format SIG, à ne pas diffuser ses Données et confirment prendre en compte les précautions d'usage (modèle d'acte d'engagement en annexe V).

Le statut des tiers pouvant demander à disposer des Données est fixé en annexe VI. Les annexes V et VI peuvent être modifiées par avenant simple de la convention. La demande de modification sera transmise par courriel de l'État aux Parties pour avis sous un (1) mois. Sans retour motivé sous un (1) mois, l'avis de la Partie est considéré favorable tacitement. L'avenant à la convention est mis à disposition sur l'espace numérique sécurisé de partage des données.

La liste nominative des tiers bénéficiaires de Données au format SIG (niveaux 1 à 3) est tenue à jour par les Parties visées à l'article 8.5 et mise à disposition sur l'espace numérique.

### ***8.5. Parties en charge de la diffusion aux tiers***

Les Parties signataires de la convention chargées de la diffusion aux tiers définis à l'article 8.4 sont nommément listées en annexe VII.

Ces Parties s'engagent à sensibiliser les Tiers destinataires des Données sur les limites d'usage associées en respectant le cadrage préalable défini avec les Parties fixé à l'article 8.2, en faisant signer aux Tiers l'acte d'engagement (annexe V) et en mettant à jour la liste nominative des Tiers mise à disposition sur l'espace numérique.

L'annexe VII peut être modifiée par avenant simple de la convention. La demande de modification sera transmise par courriel de l'État aux Parties pour avis sous un (1) mois. Sans retour motivé sous un (1) mois, l'avis de la Partie est considéré favorable tacitement. L'avenant à la convention est mis à disposition sur l'espace numérique sécurisé de partage des données.

## **ARTICLE 9 : Responsabilité des Parties**

Les Parties Émettrices sont responsables de la qualité des Données et documents qu'elles fournissent et des opérations qu'elles réalisent dans le cadre de l'exécution de la présente Convention, sous réserves des précisions et précautions d'usage fournies avec les Données évoquées à l'article 2.

Les Parties Émettrices ne sont pas responsables de l'utilisation qui est faite des Données et ne garantissent pas le résultat de localisation ou d'identification obtenu, spécialement lors d'une restitution cartographique à une échelle et dans un système de projection des coordonnées non conformes avec ceux utilisés pour la numérisation de Données. L'appréciation de la compatibilité des fichiers avec les moyens logistiques et matériels de l'utilisateur relève de la seule et exclusive appréciation de ce dernier.

Les Parties Émettrices ne peuvent être tenues comme responsables d'une utilisation frauduleuse, irrégulière ou d'une interprétation erronée des informations qu'elles mettent à disposition, qu'elles créent ou non un préjudice aux Parties.

Chaque Partie accepte et reconnaît que les Données communiquées ou devant lui être communiquées par une Partie Émettrice dans le cadre de la présente Convention sont, par nature, des informations précieuses, dont l'utilisation détournée ou la communication non-autorisée est susceptible de causer à la Partie Émettrice un dommage certain justifiant tout recours ou action de sa part.

#### **ARTICLE 10 : Domiciliation des Parties et désignation des interlocuteurs**

La domiciliation des Parties et la désignation des interlocuteurs est jointe en annexe I de la présente Convention. Cette annexe est mise à jour à l'initiative des Parties.

#### **ARTICLE 11 : Intégration de nouvelles Parties**

De nouvelles Parties peuvent intégrer la démarche sous réserve d'un avis favorable de toutes les Parties déjà signataires de la convention. La demande d'intégration sera transmise par courriel de l'État aux Parties pour avis sous un (1) mois. Sans retour motivé sous un (1) mois, l'avis de la Partie est considéré favorable tacitement. L'avenant à la convention est mis à disposition sur l'espace numérique sécurisé de partage des données.

#### **ARTICLE 12 : Durée – Résiliation**

12.1. La présente Convention est conclue pour une durée de 3 ans tacitement reconductibles à compter de sa date de notification par l'État aux signataires sauf en ce qui concerne les dispositions de l'article 6 relatives aux obligations de confidentialité.

12.2. Chacune des Parties pourra résilier la présente Convention de manière anticipée par lettre recommandée avec accusé de réception sans préavis.

12.3. En cas d'inexécution ou de violation par l'une des Parties à l'une des obligations mise à sa charge dans le cadre de la présente Convention, et après une mise en demeure adressée par l'État ou la Partie victime par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant 15 jours calendaires, la présente Convention pourra immédiatement être résiliée de plein droit, sans préjudice des dommages et intérêts.

12.4 La résiliation de la présente Convention n'aura pas pour effet de dégager les parties de leur obligation de respecter les dispositions des articles 4 et 6 concernant l'utilisation, la divulgation et la protection des Données reçues avant la date de la résiliation ; les obligations contenues dans ces dispositions restant en vigueur pendant la période définie à l'article 6.

12.5 En cas de faits ou événements constituant des cas de force majeure, les obligations résultant de la présente Convention seront suspendues pendant toute la durée de ces faits ou événements. Le terme de force majeure désigne tout événement irrésistible, extérieur et

imprévisible, rendant impossible l'exécution de tout ou partie des obligations contractuelles de l'une ou l'autre des Parties.

12.6. À la cessation de la présente Convention, pour quelle que cause que ce soit, chaque Partie s'engage à cesser d'utiliser, dans les conditions définies à l'article 4, les Données de l'autre Partie et, au choix de l'autre Partie, à les détruire ou à les restituer conformément à l'article 6 de la présente Convention.

#### **ARTICLE 13 : Modalités de cession**

La présente Convention n'engage que les Parties ou toute personne morale s'y substituant, et ne saurait être cédée, totalement ou partiellement, à quelque titre que ce soit, sauf accord préalable et écrit des autres Parties.

#### **ARTICLE 14 : Loi applicable et clause attributive de compétence**

La présente Convention est soumise au droit français.

En cas de litige relatif à la validité, la formation, l'exécution, la résiliation et/ou à l'interprétation des présentes, les Parties devront tenter de bonne foi de parvenir à un accord amiable permettant de régler cette difficulté. Dans le cas où un accord amiable ne serait pas trouvé, le différend serait alors soumis à la compétence exclusive du Tribunal compétent de Paris.

**Pour la Préfecture de Région Île-de-France, Préfecture de Paris,**

Fait à PARIS, le **26 SEP. 2022**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,  
Préfet de Paris,

Marc GUILLAUME

Données produites par la DRIEAT Île-de-France :

- cartographies d'aléas inondation notamment les Zones d'Inondation Potentielles (ZIP-ZICH), référence pour la préparation à la gestion de crise et prise en compte pour les diagnostics de vulnérabilité par les opérateurs de réseaux ;
- cartographies de vulnérabilité du réseau routier.

La Préfecture de Région Île-de-France s'engage sur les niveaux de diffusion suivants :

niveau 0	diffusion des Données aux membres signataires	<b>oui</b>	
niveau 1	Données agrégées et anonymisées : visualisation sur un site sans accès restreint et diffusion sécurisée à des tiers*	<b>oui</b>	<b>non</b>
niveau 2	diffusion sécurisée des Données par l'État à des tiers*	<b>oui</b>	<b>non</b>

niveau 3	visualisation et diffusion des Données à des tiers* sur un outil à accès restreint	<b>oui</b>	<del>non</del>
niveau 4	visualisation des Données sur un site sans accès restreint	<b>oui</b>	<del>non</del>

\* tiers concernés : ces tiers s'engagent à ne pas diffuser les Données (annexe V) ; le statut des tiers est défini à l'annexe VI.



## Annexe I – Domiciliation des Parties et désignation des interlocuteurs

### Pour l'État

<p>Pour <i>Monsieur le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris ; la DRIEAT</i>  Adresse : DRIEAT Île-de-France  12 COURS LOUIS LUMIERE  CS 70027  94307 VINCENNES CEDEX  Interlocuteur : Julien TANGUY</p>	<p>Pour <i>Monsieur le Préfet de Police, Préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris ; le SGZDS</i>  Adresse : Secrétariat Général de la Zone de Défense et de Sécurité  Bureau Planification – Département Préparation à la Gestion des Crises  Préfecture de Police – 1 bis, rue de Lutèce – 75195 paris cedex 04  Interlocuteur : Kléber FAGES</p>
<p>Pour l'Agence Régionale de Santé  Adresse :  Interlocuteur :</p>	

### Pour les concepteurs et opérateurs de réseau

<p>Pour <i>ENEDIS</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>RTE</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>GrDF</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>GRT gaz</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>RATP</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>SNCF (SNCF Réseau)</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>la SGP</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>Eau de Paris</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>SIAAP</i>,  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>Veolia Eau</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>Suez Eau France</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>Orange</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>SFR</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>Bouygues Telecom</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>la CPCU</i>  Adresse : 185 rue de Bercy 75012 PARIS  Interlocuteur : Adan AHMAYMI</p>	<p>Pour <i>Climespace</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>Aqualia</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	

Pour les collectivités et groupements de collectivités

<p>Pour <i>la Ville de Paris</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>le conseil départemental des Hauts-de-Seine</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>le conseil départemental de Seine-Saint-Denis</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>le conseil départemental du Val de Marne</i>  Adresse : Hôtel du département – DSEA / SPEAU – 94054 CRETEIL CEDEX  Interlocuteur : M. Olivier CAPITANIO</p>
<p>Pour <i>Ile-de-France Mobilités</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>le Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF)</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>le SIGEIF</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>le SIPPEREC</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>AQUAVESC</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>SENEO</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>l'EPTB Seine Grands Lacs</i>  Adresse : 12 rue Villiot 75012 PARIS  Interlocuteur : Yann RAGUENES</p>	<p>Pour <i>l' EPTB Entente Oise Aisne</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>le SMSO (Syndicat Mixte Seine Ouest)</i>  Adresse : Hôtel du Département – 2 place André Mignot – 78012 VERSAILLES CEDEX  Interlocuteur : Caroline DOENLEN</p>	<p>Pour <i>la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>le conseil départemental de l'Essonne</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>l'Institut Paris Région (IPR)</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>
<p>Pour <i>le Syndicat mixte pour l'assainissement et la gestion de l'eau du bassin versant de l'Yerres-Seine (SyAGE)</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>	<p>Pour <i>la Métropole du Grand Paris (MGP)</i>  Adresse :  Interlocuteur :</p>



## **Annexe II – Déclaration d'intention du 20 avril 2016**

### **Annexe III – Spécifique à l'État et aux opérateurs de communications électroniques – Modalités de transmissions et de traitement des Données des opérateurs de réseaux de communications électroniques au seul service de l'État**

Le principe retenu est le suivant : les données transmises par les opérateurs de communications électroniques seront chiffrées de bout en bout de la transmission jusqu'au stockage à la DRIEAT.

- **Transmission des données**

Deux modes de transmission seront possibles : par mail ou par clé USB via conteneur ZED.

Le support physique utilisé pour le transport des données doit être rendu à l'opérateur ou détruit après la collecte des données (un PV de destruction sera fourni par la DRIEAT).

- **Contrôle d'accès**

Le mot de passe protégeant le répertoire sur l'outil de chiffrement doit être conforme aux exigences de l'ANSSI et considéré comme fort :

[https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2021/10/anssi-guide-authentification\\_multifacteur\\_et\\_mots\\_de\\_passe.pdf](https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2021/10/anssi-guide-authentification_multifacteur_et_mots_de_passe.pdf)

- **Sécurité des données**

Le DRIEAT s'engage à ne pas communiquer à quiconque les données des opérateurs. Ces données sont intransmissibles et inaccessibles.

Le traitement des données sera réalisé par la DRIEAT et l'État n'aura recours à aucune prestation tierce.

Les données anonymisées seront hébergées sur la plateforme de partage OSMOSE. Ces données sont stockées sur un serveur appartenant au ministère en charge de l'écologie situé à Bordeaux ; le niveau de sécurité est le même que pour toutes les applications du ministère.

La ou les personne(s) désignée(s) au sein de la DRIEAT qui sera (seront) en charge du stockage et du traitement des données, ainsi que tout agent ayant accès au placard sécurisé de stockage fournira sur demande tout engagement de confidentialité.

L'agent DRIEAT qui procédera au traitement des données disposera le logiciel ZED.

Un espace sécurisé avec un logiciel crypté certifié par l'ANSSI sera créé et pour des raisons pratiques ; il s'agira d'une clé USB qui sera enfermée, en dehors des périodes de travail, dans un placard sécurisé. Le mot de passe comprendra au moins 12 caractères de types différents (majuscules, minuscules, chiffres, caractères spéciaux) comme préconisé par l'ANSSI.

Après fusion et anonymisation, les données des opérateurs doivent être effacées par un mécanisme sûr et empêchant toute récupération de données (produit qualifié ANSSI). Un PV de destruction sera fourni par la DRIEAT.

L'effacement des données sera réalisé en utilisant le logiciel BANCO DATA CLEANER ou équivalent, certifié par l'ANSSI.

La DRIEAT s'engage à communiquer aux opérateurs la survenance de tout incident de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement ou les données des opérateurs.

L'anonymisation des Données doit être irréversible. Le mécanisme d'anonymisation doit être sûr et robuste.

**Annexe IV – Modèle de formulaire de contact entre une Partie Émettrice de Données et un tiers non signataire  
(au titre de l'article 8.2 de la présente convention)**

**Vulnérabilité face au risque d'inondation / fiche contact opérateurs réseaux**

<b>Opérateur de réseau :</b>	Seine Grands Lacs
------------------------------	-------------------

<b>Date de mise à jour de la fiche contact :</b>	Juin 2024
--	-----------

Territoire concerné	Contact	Structure	Courriel	Téléphone
Territoire de reconnaissance de Seine Grands Lacs	Yann Raguénès	SGL	Yann.raguenes@Seinegrandslacs.fr	01 44 75 29 16 07 76 04 91 99

**Procédure à suivre auprès de l'opérateur :**

*Merci de contacter SGL par mail.*

**Annexe V – Acte d’engagement relatif à l’usage des données géomatiques  
d’aléas inondation et vulnérabilité des réseaux mises à disposition par l’État à  
des tiers non signataires  
(au titre des niveaux de diffusion 1 à 3 définis à l’article 8 de la convention)**

Les données désignées ci-dessous sont mises à disposition par les services de l’État en Île-de-France :

- Cartographies des Zones d’Inondation Potentielles (ZIP-ZICH) à la station de vigilance XXXX (données propriétés de la DRIEAT)
- Cartographies des Zones Impactées Non Inondées (ZINI) issues de l’agrégation par l’Institut Paris Région de Données de vulnérabilité des réseaux XXX
- Cartographies des Zones de fragilité des réseaux XXX

Ces fichiers sont mis à la disposition de la collectivité ou de l’établissement public :

- XXX
- Adresse :

.....

Pour les besoins de préparation à la gestion d’une inondation (par exemple pour la mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde, du Plan de Continuité d’Activité, du Plan de Protection Contre les Inondations en application du PPRI de la Seine à Paris).....

Par le présent acte, la collectivité ou l’établissement public :

1. reconnaît avoir pris connaissance des spécifications techniques des fichiers<sup>1</sup> préalablement à la signature du présent acte, notamment aux limites associées à la modélisation qui comportent des incertitudes. Lorsque surviendra la crue, la réalité de terrain pourra être différente de celle « prévue » par la carte. Il conviendra alors de se référer impérativement aux informations disponibles sur le site Vigicrues<sup>2</sup> et aux consignes fournies par les services gestionnaires de crise (préfecture) et les opérateurs de réseaux (RATP, SNCF, ENEDIS, etc.) ;
2. s’engage à n’exploiter ces fichiers, sous toute forme et sous tout support, que pour autant que cette exploitation est strictement liée à la préparation à la gestion

---

1 - La notice d’utilisation des Zones d’Inondation Potentielles (ZIP) est disponible sur :

[http://webissimo.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/notice\\_zip\\_2018\\_cle2b2e32.pdf](http://webissimo.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/notice_zip_2018_cle2b2e32.pdf)

Certaines de ces ZIP-ZICH ont été utilisées dans la cartographie dynamique CartoZIP, produite avec l’Institut Paris Région. L’impact à l’échelle communale (population, emplois, équipements publics) et les fragilités de certains réseaux sont également représentées :

[https://cartoviz.institutparisregion.fr/?id\\_appli=zonesinondables](https://cartoviz.institutparisregion.fr/?id_appli=zonesinondables)

Les précautions d’usage associées à ces données d’aléas et de fragilités réseaux sont détaillées sous

[https://cartoviz.institutparisregion.fr/widgets/ZonesInondables/ressources/docs/zones\\_inondation\\_potentielles\\_precautions\\_usage\\_DRIEA\\_T.pdf](https://cartoviz.institutparisregion.fr/widgets/ZonesInondables/ressources/docs/zones_inondation_potentielles_precautions_usage_DRIEA_T.pdf)

Une fiche métadonnées explique la conception des ZINI :

[https://cartoviz.institutparisregion.fr/widgets/ZonesInondables/ressources/docs/metadonnees\\_zone\\_fragilite\\_reseaux.pdf](https://cartoviz.institutparisregion.fr/widgets/ZonesInondables/ressources/docs/metadonnees_zone_fragilite_reseaux.pdf)

2 - Site Vigicrues : <https://www.vigicrues.gouv.fr/niv2-bassin.php?CdEntVigiCru=7>

Abonnement possible pour bénéficier des avertissements sur les niveaux de vigilance à l’échelle d’un territoire et des avertissements sur les hauteurs d’eau/débits aux stations hydrométriques : <https://espacemembres.vigicrues.gouv.fr/connexion>

de crise, et s'interdit toute autre utilisation des fichiers et des données qu'ils contiennent. Elle reconnaît que les données fournies ne se substituent pas aux éventuelles cartographies réglementaires, telles que celles fixées dans les Plans de Prévention des Risques d'Inondation ;

3. s'interdit notamment toute reproduction à des fins de divulgation, communication, mise à disposition, transmission des fichiers et des données à des tiers, sous toute forme, sur tout support, par quelque moyen et pour quelque motif que ce soit, à titre gratuit ou onéreux ;
4. reconnaît que tout manquement de sa part à ces dispositions engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard des Producteurs de Données XXX ;
5. s'engage à apposer sur tous documents graphiques où les données seront utilisées le producteur des données cartographiques : la DRIEAT Île-de-France, l'Institut Paris Région et les producteurs de Données XXX

Fait à

le

**Lu et approuvé**  
(mention manuscrite)

**Pour la collectivité  
ou l'établissement public**  
(nom et qualité)

**Signature**

## **Annexe VI – Statut des tiers non signataires pouvant bénéficier d'un accès aux Données (au titre de l'article 8.4 de la présente convention)**

- Collectivités
- Établissements publics

**Annexe VII – Parties en charge de la diffusion à des Tiers  
(au titre de l'article 8.5 de la présente convention)**

- Les services de l'État en Île-de-France, en charge de la diffusion des Données des Parties s'étant engagées aux niveaux 1, 2, 3 et 4 définis à l'article 8.1





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement,  
de l'aménagement et des transports d'Île-de-France

21-23 rue Miollis 75 732 Paris Cedex 15

Tél : 33 (+1) 40 61 80 80

[www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)  
[www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)